

Saint-Etienne-Métropole (42) : Les agents de la collecte des déchets de Saint-Etienne Métropole sont en grève reconductible depuis le 7 avril avec une participation de 100% de grévistes. Ils dénoncent la politique de gestion des déchets et de la propreté initiée par le Président-Maire (refonte des tournées, modification de l'accès aux déchetteries...). Les grévistes exigent le renforcement des équipes propreté et la reconnaissance de la pénibilité ainsi que de leurs qualifications par l'octroi de jours de sujétions et l'augmentation de leur RI. Le syndicat de la ville vient de poser un préavis pour les rejoindre à partir du 16 avril sur ses propres revendications.



Nanterre (92) : La CGT des territoriaux a posé un préavis de grève illimitée à partir de la journée du mercredi 9 avril 2025 pour l'ensemble des agentes et agents de la DAE titulaires, contractuels et vacataires. 24 centres de loisirs étaient fermés ce jour. Les grévistes se mobilisent contre les postes vacants et arrêts maladies de longue durée non remplacés, la négation des savoirs et des savoir-faire, les injonctions paradoxales à répétition, les dossiers en attente d'une décision réelle de la part de la Direction Générale...

Bobigny (93) : Le syndicat des territoriaux de Bobigny a gagné, par la mobilisation et à la suite de 3 jours de grève, la titularisation ou la transformation en CDI de 190 agent-es des directions de l'Entretien-Restaurant et de l'Enfance. Depuis le 19 mars, la CGT a organisé 3 assemblées générales regroupant en tout plus de 400 agent-es. Comme l'indique le syndicat, c'est la mobilisation et la détermination des agents qui a fait plier la municipalité. La lutte contre la précarité se poursuit dans la ville.

Est-Ensemble (93) : Les agent-es de l'agglomération étaient appelées à faire (une première journée de) grève, mercredi 9 avril pour protester contre les politiques d'austérité qu'ils et elles subissent de plein fouet : contre des conditions de travail dégradées, contre les attaques sur le congé maladie et les revalorisations au rabais, ils et elles se sont rassemblés à plus d'une centaine devant la Mairie de Montreuil, dont est issu le président de l'agglomération. Plusieurs bibliothèques et ciné-

mas de la collectivité ont été fermés et plusieurs enseignant-es ont débrayé dans les conservatoires. A ce stade, la direction d'Est-Ensemble n'a toujours pas reçu le syndicat, qui entend – avec les agent-es – poursuivre la mobilisation.



Montreuil (93) : Le 9 avril, les agentes du Pôle Carrière et Paie du Service Gestion administrative du personnel de la Direction des Ressources Humaines entamaient leur 8^e jour de grève. Avec leur syndicat CGT, elles se mobilisent pour déplorer leurs conditions de travail et principalement le manque de reconnaissance financière au regard de leur engagement professionnel (heures supplémentaires, nouvelles missions, technicité à caractère juridique et légal, contraintes calendaires fortes liées à un planning de paie extrêmement stricte...).

CD 94 : Le syndicat CGT, l'UFICT avec l'intersyndicale poursuivent la lutte contre la destruction des missions de services publics. Un préavis de grève a été posé et plusieurs journées de mobilisation ont été organisées. A la dernière d'entre elles, le 7 avril, on comptait 850 grévistes, soit 10% de l'effectif de la collectivité et 500 agents rassemblés devant l'Hôtel du département. Une dizaine d'agent-es ont pu témoigner sur leur quotidien avant qu'une délégation de 15 agent-es et de représentant-es syndicaux soit reçue par le directeur général des services et la directrice générale chargée des ressources humaines, qui n'a apporté aucune réponse aux revendications. Une prochaine assemblée générale est convoquée le 10 avril.

CD 64 : Les agents du Conseil départemental, avec leur syndicat CGT et dans le cadre d'une large intersyndicale sont mobilisés depuis plusieurs mois contre les mesures d'austérité prises par l'exécutif départemental (remise en cause des frais de déplacement, suppressions d'antennes, suppressions de postes...). Des débrayages ont été organisés le 20 février, le 22 février, le 1^{er} mars et le 27 mars. Un préavis a été posé du 10 mars au 7 avril pour poursuivre la mobilisation. Les agents grévistes sont intervenus lors de la séance de l'exécutif départemental le 27 mars à Pau à l'occasion du vote du budget.



Chambly (60) : la presse locale rend compte du mouvement de grève des agents territoriaux de la ville avec leur syndicat CGT : « Jeudi 27 mars, plus de trente agents de la ville de Chambly ont manifesté sur le parvis de l'hôtel de ville ». Selon le trésorier du syndicat, agent de la ville depuis 1992, c'est une première. Les ATSEM rejettent le passage d'un temps de travail hebdomadaire de 37 heures à 43 heures dans le cadre du passage aux 1607 heures, et plus globalement les agents demandent le retour aux visites médicales régulières.

Métropole de Lyon (69) : Le syndicat UFICT avec l'intersyndicale s'est engagé dans la lutte contre les politiques d'austérité engagées à la Métropole. Contre les suppressions et gels de postes, contre les réorganisations, pour le respect des déroulements de carrière... l'intersyndicale a lancé un appel à la grève le 17 mars, qui a mobilisé 1200 agents en grève soit 14% du personnel. Le syndicat UFICT indique que, « grâce à cette mobilisation, l'administration a relancé l'ouverture des postes gelés, le compte n'y est pas bien sûr, et les autres revendications, notamment concernant les carrières ne sont pas satisfaites. »

Saint-Etienne-du-Rouvray (76) : Suite aux heures d'info syndicale du 20 mars, le syndicat a décidé de poser un préavis de grève reconductible pour la valorisation du RIFSEEP, contre la souffrance au travail, contre la dégradation des conditions de travail des ATSEM, et des agents d'entretien. Un premier débrayage, très suivi dans les services techniques et dans les écoles a eu lieu le 28 mars. La collectivité a aussitôt pris des engagements, qui doivent être mis par écrit. A suivre...

CSD des Bouches-du-Rhône (13) : La CSD organisait une journée de grève et de mobilisation pour dénoncer les politiques d'austérité et de remise en cause des services publics

Nice (06) : Le syndicat CGT Nice Métropole Côte d'Azur a déposé un préavis de grève pour le lundi 31 mars 2025 pour les agents du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) du CCAS. A la suite de ce préavis et après deux

heures de négociations, où la direction a reconnu avoir fait des erreurs, la CGT a obtenu « des engagements concrets sur la majeure partie des revendications portées par les agents, à savoir : le renfort immédiat de 3 postes de travailleurs sociaux ; le recrutement d'un poste d'agent de lien social et d'intendance ; le recrutement immédiat d'un travailleur social vacant depuis 6 mois ; 3 recrutements de travailleurs sociaux pour palier aux futurs départs ; la communication du budget du CHRS ; la prise en compte de la souffrance au travail par la mise en place de différents outils permettant une coordination des trois pôles et des services supports ; des groupes de travail sur la problématique de recrutements au CCAS. »

Cornebarrieu (31) : le 9 mars, les enseignants artistiques étaient en lutte, avec le soutien de la CSD, pour défendre leur école de musique, pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail et l'obligation qui leur est faite de venir travailler pendant les congés scolaires, contrairement aux instructions du ministère de la culture et contre le projet de fermeture de l'école de musique publique ainsi que pour le versement de la prime ISOE (indemnité de suivi et d'orientation des élèves) à 100% .

Agglo Haute Corrèze Communauté (19) : Il a fallu 4 jours de grève très suivie pour que les agents grévistes, à l'appel de leur syndicat CGT obtiennent début mars, la satisfaction sur la plupart de leurs revendications : augmentation de l'IFSE de 100 euros bruts mensuels, mise en place de jour d'Autorisation Spéciale d'Absence pour consultations médicales auprès de spécialistes, mise en place de réunions annuelles sur les avancements de grade et les promotions internes, dotation supplémentaire d'EPI et leur entretien pris en charge par la collectivité (disposition qui s'appliquera aux agents contractuels, non-retenue sur le salaire des 4 jours de grève...

Eybens (38) : L'équipe de la médiathèque était en grève le 13 février contre la perte de 3 postes, passant ainsi de 9 à 6 agents, « ce qui est insuffisant pour assumer correctement nos missions ainsi que la continuité du service public » indique le syndicat.

Lorient (56) : Le 26 mars, les ATSEM de la ville étaient en grève et en manifestation dans la ville avec leur syndicat CGT. Elles exigent une revalorisation indiciaire et le passage au grade d'agent de maîtrise. Une négociation à démarré avec la municipalité pour obtenir des réponses précises sur les revendications : primes, aménagement des fins de carrière, reconnaissance de la pénibilité sont sur la table. Les agentes ont décidé de reconduire leur grève jusqu'aux vacances. Le mouvement fait tâche d'huile et les animateurs, la police municipale, les crèches, l'école de musique ont également leurs revendications.